Un gouvernement destructeur, même dans les crèches !

Article publié sur le site du NPA :

https://npa2009.org/actualite/social-autres/un-gouvernement-destructeur-meme-dans-les-creches

Le gouvernement de Macron a une ligne politique claire : un des buts de sa politique néo-libérale est de détruire les services publics pour les ouvrir aux intérêts privés de quelques capitalistes. Après la destruction méthodique des transports publics ferroviaires, après la sélection généralisée à l'université, après la réforme Blanquer, les crèches sont, elles aussi, dans la ligne de mire.

Évidemment, cette destruction des divers services publics n'est pas le seul fait du gouvernement Macron. Cela fait maintenant plusieurs quinquennats que les gouvernements successifs dégradent les conditions de travail et d'accueil dans les hôpitaux, dans les écoles, les collèges, les lycées, dans les services de transport en commun, et dans les crèches. Dans celles-ci, le manque de moyens humain et financier impliquent du surbooking, des taux d'encadrement fréquemment non respectés, un turnover important dans les équipes, une insuffisance de la formation continue, etc.

Une réforme des modes d'accueil est annoncée par le gouvernement pour l'été 2019 pour bien enfoncer le clou ! Cette réforme accentue la casse de ce service public, et veut modifier profondément l'accueil en crèche des tout-petit·e·s aussi bien pour les usagers que pour les agent·e·s !

Parmi les dispositions annoncées de la réforme :

- un taux d'encadrement dans les établissements collectifs (crèches…) qui risque de ne pas s'améliorer alors qu'il est parmi les moins favorables parmi les pays de l'OCDE ;
- des possibilités d'accueil en surnombre quasiment tous les jours de la semaine : un établissement de 20 places pourrait accueillir jusqu'à 24 enfants, pour 40 places

jusqu'à 48 enfants et pour 60 places jusqu'à 72 enfants ;
- une augmentation de la capacité d'accueil des micro-crèches à au moins 16 enfants, au lieu de 10 aujourd'hui, alors qu'elles fonctionnent avec des dérogations importantes par rapport aux autres établissements, par exemple concernant les qualifications professionnelles ;
- une surface d'accueil par enfant dans les grandes villes de 5,5 m^2 alors que tous les acteurs et actrices du secteur s'accordent sur la nécessité d'au moins 7m^2 pour assurer des conditions de jeu et de vie favorables au développement des jeunes enfants.

La mobilisation se construit dans le secteur malgré un silence effarant des grands médias. Après une grève et une mobilisation réussie le 28 mars 2019 avec plus d'un millier de salarié·e·s de la petite enfance dans Paris à l'appel du collectif « Pas de bébé à la consigne» et accompagné au moins par la CGT.

Le collectif «Pas de bébé à la consigne» a relancé un appel à la grève et à la mobilisation pour ce jeudi 23 mai. La CGT Services Publics accompagne aussi ce mouvement. Dans plusieurs endroits la grève semble être suivie !

Une pétition est en ligne qui compte plus de 30 000 signatures.

Un projet qui ne s'arrête pas aux crèches

La casse des services publics ne s'arrête pas aux seules crèches. Si cette attaque est très importante car elle touche les tout-petit·e·s, et c'est un symbole fort, illustrant toute la monstruosité d'un gouvernement au service du grand capital, elle s'inscrit dans une politique globale.

Face à cela, il nous faut construire une résistance elle aussi globale et massive. Cela commence par soutenir ce mouvement, en signant la pétition, en manifestant avec les agent·e·s, en popularisant ce mouvement social, et comme salarié·e·s du secteur, en faisant massivement grève. Mais cela ne doit pas s'arrêter là. Il nous faut construire un mouvement massif contre la casse des services publics qui touche toute la population, et surtout les plus exploité·e·s.

Le mouvement des Gilets Jaunes a bien exprimé tout au long de ces derniers mois les problèmes dû au manque de services publics : hôpitaux en crises, maternités qui ferme, transport en commun inexistant, écoles qui ferment, etc. Le monde que consolide Macron et son gouvernement est un monde injuste, basé sur l'exploitation des plus démuni·e·s, et qui enrichit toujours les mêmes, qui représentante une partie infime de la population.

De ce monde là, nous n'en voulons pas, et il nous faut le combattre. La colère est présente et diffuse chez les exploité·e·s, les opprimé·e·s. Il nous faut reconstruire une lutte globale dans le pays, faisant le lien avec le mouvement des Gilets Jaunes, avec les

colères contre un système dégueulasse accumulées depuis des décennies dans les quartiers populaires, avec le mouvement féministe qui là aussi exprime la monstruosité de l'oppression des hommes. Il est primordiale de lever la tête, collectivement, nous les exploité·e·s, les opprimé·e·s, les dernier·e·s de cordée, les sans-dents, nous toutes et tous, sur qui repose toute la production de richesse du pays, et sur le dos desquel·le·s les capitalistes s'enrichissent. Et pour cela, quoi de mieux que de bloquer la machine. Suivons toutes et tous les agent·e·s des crèches, et construisons une grève massive, une grève générale, qui bloque l'économie, et qui nous permettra enfin de changer les règles du jeu, et de pouvoir jeter les bases pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

Lucas Battin, le 22 mai 2019